

DIAL 2616

COLOMBIE - Les chemins de la paix en Colombie

samedi 1er février 2003, mis en ligne par [Dial](#)

Une fois de plus, nous revenons sur la difficile question de la paix en Colombie. L'intérêt de l'approche ci-dessous est d'éclairer le cas colombien à partir de l'expérience des négociations de paix au Guatemala. L'auteur, qui fut fonctionnaire des Nations unies au Guatemala et qui est actuellement chercheur au Centre de recherche et d'enseignement de Mexico précise et évalue les deux types d'approches possibles de la paix dans le cas de la Colombie. Texte paru dans [Idéele](#) (Pérou) novembre 2002.

La guerre en Colombie dure depuis nettement plus de temps que les trente-six années qu'a duré le conflit armé interne du Guatemala. Bien que, dans le cas colombien, le terme paraisse lamentablement éloigné, l'installation du nouveau gouvernement présidé par Álvaro Uribe a réouvert la discussion - et les attentes -, concernant la possibilité de trouver une solution négociée à ce terrible bain de sang.

Que faut-il pour atteindre un accord de paix ? Il est possible de trouver, tout au moins, deux types de réponse à cette question cruciale.

La première réponse correspond à ce que l'on peut appeler le point de vue traditionnel sur la question. Selon cette perspective, les parties doivent s'entendre, dans le cessez-le-feu, sur les termes de la réintégration dans la société de ceux qui abandonnent les armes, tant du côté de la guérilla que du côté des forces de sécurité, et sur une formule d'amnistie pour ceux qui, sans avoir commis des crimes de guerre ou de lèse-humanité, auraient commis des délits directement liés au conflit armé.

Dans les conflits comme ceux d'El Salvador et d'Irlande, s'est ajouté un élément clé : des formes de redistribution du pouvoir politique, qui rendent possible la reconversion de l'ancienne force de guérilla en une force politique capable de concourir librement à travers les mécanismes de la participation électorale.

Atteindre la paix, dans cette première perspective, requiert donc de discuter et de s'entendre sur ces thèmes, ce qui, comme le démontre l'expérience de nombreux conflits, n'est pas une tâche facile. Y compris lorsque des accords ont été obtenus entre les parties, tous les participants des deux côtés ne sont pas disposés à les appuyer de façon à ce que l'on atteigne une paix stable. C'est actuellement le cas, précisément, de l'Irlande du Nord.

Il existe une seconde façon d'envisager le thème, qui a été d'abord formulée par des théoriciens et des spécialistes et qui, au début de la décennie des années 90, a été faite sienne par les Nations unies et adoptée comme monnaie courante par la coopération internationale. On soutient que pour atteindre la paix il faut déraciner les "causes de la guerre", en entendant par là les diverses inégalités dont souffre la société en question, et auxquelles on attribue l'origine du conflit armé.

Ce point de vue, qui fut mis en avant par l'Unité révolutionnaire nationale guatémaltèque (URNG) à partir de la certitude, qui s'est ensuite montrée fautive, qu'elle ne serait pas acceptée à l'époque par le gouvernement, propose la notion de "paix avec justice". Plus encore, on fait des concepts de paix et de développement des réalités équivalentes : la paix ne sera atteinte que dans une société qui aura résolu les torts historiques et les injustices structurelles. C'est ce point de vue qui a été fait sien par les forces armées révolutionnaires de Colombie.

Faut-il résoudre les problèmes sociaux avant de faire la paix ?

La différence centrale avec le premier point de vue consiste à savoir s'il faut d'abord résoudre les problèmes sociaux avant de faire la paix. Alors que, selon le second point de vue, on fait de cette solution une condition préalable pour atteindre la paix, dans le premier point de vue le chemin de la paix consiste à créer des espaces politiques pour trouver des solutions à ces problèmes. Comme conséquence de cette divergence fondamentale, le contenu des accords de paix varie considérablement dans l'un et l'autre cas.

Dans le second point de vue, les accords de paix en viennent à être un programme de refondation nationale, qui contient des réformes non seulement de l'État mais aussi de la société. Les relations interethniques et celles de genre [1], le régime d'imposition, la réforme du système de justice, le développement rural, l'accès au logement et à la santé, entre beaucoup d'autres thèmes, sont inclus dans le cadre de ce qui est négociable pour finalement être l'objet d'« engagements » de la part du gouvernement et de la guérilla, chargés de décider des transformations à venir.

En mettant en oeuvre ce point de vue en Amérique centrale, on a parlé d'une « révolution négociée », expression forgée par le médiateur des Nations unies pour le conflit salvadorien, Álvaro de Soto. En termes encore plus radicaux, utilisés par quelques-uns de ceux qui font objection à ce point de vue, il s'agirait ainsi d'atteindre, par la voie de la négociation d'accords, ces objectifs que la guérilla n'a pas réussi à imposer par la force des armes.

Comme on l'a noté antérieurement, la seconde perspective jouit d'un fort soutien théorique parmi ceux qui analysent la thématique des processus de paix et elle fut officialisée en son temps comme doctrine des Nations unies par Boutros Boutros-Ghali, en sa qualité de secrétaire général de l'organisation. La médiation des Nations unies dans le cas guatémaltèque a rendu possible que, pour la première et jusqu'à présent unique fois, le concept ait été utilisé dans toute son ampleur tout au long d'un processus de paix.

Ce concept a présidé à la négociation et aux accords de paix au Guatemala, qui s'achevèrent en décembre 1996. Près de six années après, il est intéressant, pour le cas colombien et d'autres cas dans le monde, de regarder ce qui s'est passé avec ces accords qui correspondirent à l'approche selon laquelle l'unique moyen sûr d'atteindre la paix est de trouver une solution aux « causes de la guerre ».

La mise en oeuvre des accords au Guatemala

Le président Álvaro Arzu avait eu la ferme volonté de conclure le processus de paix et il signa les accords les plus importants. Durant les trois premières années, son gouvernement a mis en oeuvre les accords, avec des résultats limités. Selon la mission de vérification des Nations unies au Guatemala, une bonne partie des engagements signés n'a pas été mise en oeuvre ou l'a été de manière extrêmement partielle. Le Guatemala est resté loin de l'image que le texte des accords de paix avait ambitieusement dessinée.

Un tel bilan ne veut pas dire que le pays n'a pas changé grâce aux accords signés. Il a changé, et beaucoup, sous de nombreux aspects. Les indigènes et les femmes ont, pour une part, fait entendre leur voix dans le débat public ; une transformation du pouvoir judiciaire a commencé ; une nouvelle police a été créée, dont le rendement laisse cependant beaucoup à désirer ; la violation des droits humains comme politique de la part de l'État a cessé. Malgré tout cela, ces résultats sont restés très éloignés de la promesse écrite par le gouvernement et la guérilla dans les accords.

Durant les deux années et demie suivantes, le gouvernement du président Alfonso Portillo a paralysé l'exécution des accords et il s'est même produit, en matière de droits humains principalement, de graves retours en arrière. La force politique la plus importante du pays, celle qui a porté Portillo à la présidence, est commandée par le général Efraín Ríos Montt, personnage central de la guerre anti-insurrectionnelle, sur lequel repose de graves accusations de violations des droits humains. Dans ce cadre, les accords de paix ont perdu leur force et leur capacité à légitimer les revendications sociales ; ils sont aujourd'hui au Guatemala une référence historique, dépourvus de toute signification concrète dans la vie d'un pays dont le futur est, pour tout le moins, sombre.

Le rôle indispensable des forces sociales

La première leçon du cas guatémaltèque, qui s'avère utile pour celui de la Colombie, est que les accords de paix ne peuvent pas remplacer des forces sociales dans la tâche de réformer la société et l'État. Ceci veut dire qu'un projet de nation ne sort pas du texte des accords signés entre la guérilla et le gouvernement, alors même qu'ils sont signés avec la meilleure volonté du monde, mais qu'il naît des acteurs présents, politiques, économiques et sociaux. Si aucune volonté de réforme de l'État et de changement social ne provient de ceux-ci, les accords signés n'iront pas loin, parce qu'il n'y aura personne pour les exécuter.

L'interrogation principale qui provient du cas colombien concerne la représentativité politique et sociale de la guérilla. Avec des dizaines de milliers de combattants bien équipés, ce sont les Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC) qui peuvent surtout imposer un état de guerre dans la plus grande partie du pays. Mais des enquêtes et des manifestations publiques à leur encontre révèlent que l'activité subversive ne compte que sur un soutien populaire extrêmement limité.

Les chefs guérilleros sont donc invalidés comme porte-parole dans une négociation destinée à poser les termes d'une transformation nationale.

La seconde leçon qu'offre l'expérience guatémaltèque se réfère aux Nations unies. Leur intervention est importante seulement lorsque les parties ont la volonté, d'abord de mettre fin à la lutte, et ensuite de mettre en oeuvre dans la pratique l'accord conclu. Si au Guatemala les Nations unies ont joué un rôle important, tant pour pousser aux négociations que pour surveiller ensuite l'exécution des accords, ce fut parce que les parties en conflit recherchaient sérieusement la paix. Il n'est pas évident que cette condition existe en Colombie.

Premièrement, les FARC ont montré à satiété qu'elles ne sont pas disposées à avancer sérieusement vers la paix. Ce qui s'est passé durant le gouvernement de Andrés Pastrana a convaincu de cela la quasi-totalité du peuple colombien, comme l'ont démontré plusieurs fois des enquêtes et des sondages d'opinion. Tout comme l'URNG avait essayé de le faire durant les premières années de la négociation, la guérilla colombienne a recherché jusqu'à présent à faire de la table de négociations une opportunité pour soutenir la lutte militaire, espérant ainsi gagner du temps et du terrain. Le refus des FARC de se soumettre aux règles du droit international humanitaire - ce qui signifierait mettre un terme aux séquestrations et s'abstenir d'attaquer la population civile -, montre à quel point elles sont loin de rechercher la paix.

Deuxièmement, les forces les plus rétrogrades de la société ne se sont pas non plus montrées très disposées à accepter que les forces des guérillas se reconvertissent en force politique. Ceci a été très douloureusement démontré dans le cas de l'Union patriotique qui, dans les années 80, avait rassemblé les dirigeants communistes qui avaient abandonné les armes, et elle fut exterminée. Ce fut aussi le cas du mouvement M 19, dont beaucoup de dirigeants intégrés à la vie civile ont été l'objet d'attentats sanglants dans les années 90.

Aussi longtemps que ces conditions ne seront pas modifiées substantiellement, la médiation des Nations unies, sollicitée par le président Uribe et proposée par le secrétaire général Kofi Annan, ne pourra obtenir que peu de résultats. La communauté internationale, que représente l'organisation, peut seulement appuyer les efforts nationaux en direction de la paix. Personne ne peut imposer la paix de l'extérieur.

- **Dial** - Diffusion d'information sur l'Amérique latine - D 2616.

- Traduction Dial.

- Source (espagnol) : [Ideele](#) (Pérou), novembre 2002.

En cas de reproduction, mentionner la source française ([Dial](#)) et l'adresse internet de l'article.

Notes

[1] Relations hommes-femmes.